



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne Franche-Comté**
Unité départementale de la Côte d'Or

ARRETE PREFECTORAL N° 372 DU 22 février 2023

portant prescriptions complémentaires

Société EURO INFORMATION

Commune de Saint-Apollinaire

LE PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 512-7-3, R. 512-46-7 et R. 512-46-23 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1074 du 6 août 2021 portant enregistrement par la société EURO INFORMATION d'une installation de combustion sur la commune de Saint-Apollinaire en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'aménagement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, présentée par la société EURO INFORMATION le 23 août 2022, complétée par courriel du 19 octobre 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 décembre 2022 relatif à l'instruction de la demande d'aménagement ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 31 janvier 2023 ;

Vu le mail du 13 février 2023 dans lequel le demandeur indique ne pas avoir d'observation à formuler sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que les installations de combustion exploitées par la société EURO INFORMATION sont enregistrées par l'arrêté préfectoral du 6 août 2021 susvisé ;

Considérant que, pour des raisons de sûreté, l'exploitant sollicite l'aménagement des dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, en positionnant le dispositif de coupure permettant d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion à l'intérieur du bâtiment ;

Considérant que, pour réduire le risque pour les intervenants devant activer le dispositif de coupure, l'exploitant prévoit notamment, pour le dispositif de coupure de chaque groupe électrogène :

- de placer le dispositif susmentionné au sein d'un local dont les parois sont REI60 ;
- que la porte entre ce local et le local abritant le groupe électrogène présente des caractéristiques similaires à celles d'une porte EI60, mais ne dispose pas de procès-verbal attestant d'une résistance EI60 ;
- la protection du local par un système d'extinction automatique asservi à la détection incendie à l'intérieur dudit local ou du local abritant le groupe électrogène ;
- la clé d'ouverture du local est accessible en toutes circonstances au poste de sécurité du site ;

Considérant que la modélisation des effets thermiques de l'incendie d'un local abritant les groupes électrogènes conduit à une estimation de la durée d'incendie de moins de 10 minutes ;

Considérant qu'au vu de ces éléments, les dispositions prévues par l'exploitant apparaissent apporter un niveau de sécurité des intervenants devant activer le dispositif de coupure équivalent à celui correspondant à l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ;

Considérant que, sans préjudice des dispositions du code du travail, il convient que l'exploitant définisse une organisation visant à fermer le dispositif de coupure de l'alimentation en combustible le plus rapidement possible, et qu'il mette en place les consignes correspondantes ;

Considérant qu'il convient de fixer ces dispositions par arrêté préfectoral ;

Considérant que cette demande n'entraîne pas de dangers ou d'inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société EURO INFORMATION (SIREN : 312 730 674), dont le siège social est situé 4 rue Frédéric-Guillaume RAIFFEISEN – 67000 Strasbourg, enregistrée par l'arrêté préfectoral du 6 août 2021 susvisé, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour les installations qu'elle exploite Ecoparc Dijon – Bourgogne – 21 850 Saint-Apollinaire.

Article 2 : Aménagement de certaines dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé

En lieu et place des dispositions suivantes de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé :

« Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- *dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;*
- *à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. »*

L'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

« Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible ;
- dans un local (dénommé sas dans le présent arrêté) situé à l'intérieur du local REI 120 où se trouve chacun des groupes électrogènes, répondant a minima aux exigences suivantes :
 - les parois séparant le sas et le local abritant le groupe électrogène sont a minima REI60 ;
 - la porte entre le sas et le local abritant le groupe électrogène présente des caractéristiques similaires à celles d'une porte EI60 ;
 - la porte du sas donnant vers l'extérieur est EI120, elle s'ouvre vers l'extérieur et peut être ouverte depuis l'intérieur du sas en toutes circonstances ;
 - un système d'extinction automatique par brouillard d'eau protège l'intérieur du sas. Il est déclenché par la détection incendie à l'intérieur du sas ou du local abritant le groupe électrogène ;
 - la clé de la porte d'accès au sas depuis l'extérieur est conservée au poste de sécurité et accessible à tout moment, notamment pour les services d'incendie et de secours.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour la porte située entre le sas et le local abritant le groupe électrogène, à défaut de procès-verbal attestant de sa résistance au feu, l'exploitant est en capacité de justifier des caractéristiques de la porte mise en place.

Sans préjudice du code du travail, l'exploitant met en place une organisation et des consignes spécifiques pour que la porte extérieure du sas concerné soit ouverte avant l'arrivée des services d'incendie et de secours, et que le dispositif de coupure soit activé le plus rapidement possible, notamment par le personnel présent sur le site. »

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-24 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Saint-Apollinaire et peut y être consulté ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Saint-Apollinaire pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Côte-d'Or ;

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et l'Inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Maire de Saint-Apollinaire et à la société EURO INFORMATION.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Signé
Frédéric CARRE